

L'industrie microtechnique se soucie trop peu de cybersécurité

SIAMS 2018. Les acteurs en miniaturisation et en précision se sentent peu concernés par la protection de leurs données.

SOPHIE MARENNE

«Nous faisons un peu tâche», s'amuse Frans Imbert-Vier, CEO et fondateur d'UBCOM. L'agence de conseil spécialisée en cybersécurité est le seul acteur de ce type présent au *Salon des moyens de production microtechniques* (SIAMS) de Moutier. Une société de services en protection des données sensibles au milieu de 450 exposants industriels de la miniaturisation, de la précision et du micro-outillage, cela a en effet de quoi faire sourire.

Des firmes aveugles face aux enjeux

L'objectif de la jeune agence en prenant ce stand était d'en faire un tremplin pour davantage toucher le marché suisse. Paradoxalement, lors du SIAMS, l'entreprise a surtout créé des liens d'affaires avec des visiteurs étrangers. «Les discussions que nous avons eues avec les acteurs industriels helvètes laissent entendre deux points de vue: d'une part, un important détachement face aux thématiques de la cybersécurité; et de l'autre, une toute première prise de conscience. La cybersécurité est une nouvelle culture d'entreprise à intégrer dans ces métiers. Cela prendra du temps.» A Moutier, UBCOM a donc multiplié les premiers contacts avec ces firmes hautement spécialisées jurassiennes mais elle les a surtout sensibilisées.

Pourtant, les machines de haute précision sont toutes commandées numériquement «Elles sont donc concernées par les cybermenaces. Cette industrie de pointe devra intégrer le *Security by design* dans ses activités vu



FRANS IMBERT-VIER. «Il y a un virage à prendre qui doit être mené par les plus jeunes générations.»

qu'elle utilise des composants électroniques.» L'intégration de la sécurité dès la phase de conception d'un produit est le cheval de bataille de Frans Imbert-Vier. Il juge que si les compagnies suisses continuent à ignorer ce principe, les conséquences pourraient d'avérer dramatiques.

Pour expliquer son point de vue, le CEO compare la microtechnique à l'horlogerie. «L'art de l'horloger est de fabriquer une montre. Jamais il ne s'est dit que sa montre pouvait représenter un danger sécuritaire. Pourtant, prenez n'importe quelle montre connectée suisse aujourd'hui: aucune n'est sécurisée.» Les objets connectés (IOT), qu'ils soient des montres ou des équipements industriels, sont porteurs d'un nombre de données extraordinaires, manipulés par de beaucoup d'intermédiaires sans aucun contrôle sur la protection des données. Le cri d'alarme de l'expert est le suivant: il ne faut pas

attendre qu'il y ait une atteinte corporelle ou sur des infrastructures à cause de tels produits pour prendre des mesures. «Le souci c'est que le *Security by design* n'a pas encore trouvé sa place dans ce milieu. La première firme de haute horlogerie qui offrira une montre intelligente et sécurisée

se distinguera des autres car son produit sera compatible avec le marché de demain».

Frans Imbert-Vier a travaillé pendant plus de vingt ans en que directeur des systèmes d'information auprès de grands groupes comme Apple ou TBWA Corporate. «Apple par exemple propose les montres les plus sécurisées qui existent. Elles semblent encore infaillibles. Pourquoi? Car le *Security by design* est directement inscrit dans l'ADN des entreprises du numérique.»

Le fossé qui sépare les montres suisses traditionnelles et ces géants du digital est colossal. Pourtant, les fleurons que représentent la microtechnique ou l'horlogerie doivent le reste. «Il y a un virage à prendre qui doit être mené par les plus jeunes. Les générations actuellement à la tête de ces industries n'en saisissent pas encore les enjeux.» Il est persuadé que la résistance se relâchera au fur et à mesure de l'évolution des générations «mais aussi des contraintes du marché qui font la loi.»■

Le Valais, terre de cryptographie

UBCOM est né en 2014 à Martigny. «Nous opérons à l'origine depuis la France, mais la Suisse nous a séduits en raison de son cadre politique particulier en protection des données. En effet, le chiffrement y est libre», décrit Frans Imbert-Vier, CEO et fondateur. La jeune entreprise a donc choisi de poser ses valises en Valais, notamment grâce au lobby de la chambre de commerce France-Suisse et de son président de l'époque, feu Jean-Noël Rey. L'agence propose des services en protection du secret, évaluation des cyber-risques industriels et en accompagnement de gouvernance opérationnelle.

La jeune pousse s'est essentiellement attelée aux marchés d'exportation. Outre le bureau valaisan composé de sept collaborateurs, la société compte une quinzaine d'employés répartis entre Paris, Abidjan et une filiale au Luxembourg. Très prochainement, elle devrait également poser le pied dans l'un des pays du Golfe. «Notre objectif principal pour 2018 est véritablement de pénétrer le marché Suisse.»— (SM)